

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

27 NOVEMBRE 2023



PREAMBULE

Cadre juridique du débat d'orientation budgétaire :

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) est un exercice réglementaire imposé par l'article L.2312-1 du code général des collectivités territoriales. Il doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

C'est une étape essentielle de la vie démocratique d'une ville. Il permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires qui préfigureront les priorités déclinées dans le projet de budget primitif et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Promulguée le 7 août 2015, la loi NOTRé (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) en a modifié les modalités de présentation. Ainsi, l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le rapport d'orientation budgétaire (ROB) doit comprendre des informations sur l'analyse prospective, sur les principaux investissements, le niveau de la dette et son évolution, les taux d'imposition.

Par ailleurs, les informations figurant dans le ROB doivent faire l'objet d'une publication, notamment sur le site internet de la commune (lorsqu'elle en possède un), et le débat afférent à la présentation de ce rapport doit désormais obligatoirement faire l'objet d'une délibération spécifique.

Enfin, le ROB doit dorénavant être transmis au représentant de l'Etat dans le département, ainsi qu'au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) dont la commune est membre.

SOMMAIRE

- 1. LE CONTEXTE ECONOMIQUE GENERAL**
- 2. LES MESURES POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES**
- 3. LES FINANCES DU BLOC COMMUNAL AU NIVEAU NATIONAL**
- 4. LES MESURES DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2024**
- 5. L'EVOLUTION DES DOTATIONS EN 2024**
- 6. ORIENTATIONS DU BUDGET 2024**
- 7. LA FISCALITE DIRECTE**
- 8. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**
- 9. LA SECTION D'INVESTISSEMENT**
- 10. LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT**
- 11. LA MAISON DE SANTE**
- 12. LES CHARGES DE PERSONNEL**

1. CONTEXTE ECONOMIQUE GENERAL

En 2024, la croissance serait de + 1,4 %, un rythme proche de la tendance de long terme de l'économie française. L'inflation quant à elle diminuerait sensiblement à + 2,6 %. Une politique de protection des Français a été menée face à l'inflation durant l'année écoulée. L'État a dépensé au total 36,8 milliards d'euros pour aider les ménages et les entreprises, grâce au bouclier sur le gaz et l'électricité qui permet de limiter le niveau d'inflation à 4,9 % en 2023.

La maîtrise de la dépense est prioritaire. L'année 2024 doit être celle de la baisse du déficit, pour s'inscrire dans la trajectoire de retour sous les 3 % en 2027 et de réduction de la dette à 108,1 % en 2027.

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2024 est marqué par la lutte contre l'inflation et la baisse du déficit public dans un contexte d'incertitudes au niveau international et de remontée des taux d'intérêt.

Ce projet de loi de finances engagera des économies à hauteur de 16 milliards d'euros, notamment grâce à :

- la fin progressive des dispositifs exceptionnels mis en place durant la crise énergétique,**
- la mise en place de dispositifs pour lutter contre les fraudes.**

Il est aussi marqué par l'adoption d'une méthode nouvelle : les revues des dépenses publiques qui seront reprises chaque année, et la mise en place de réformes structurelles.

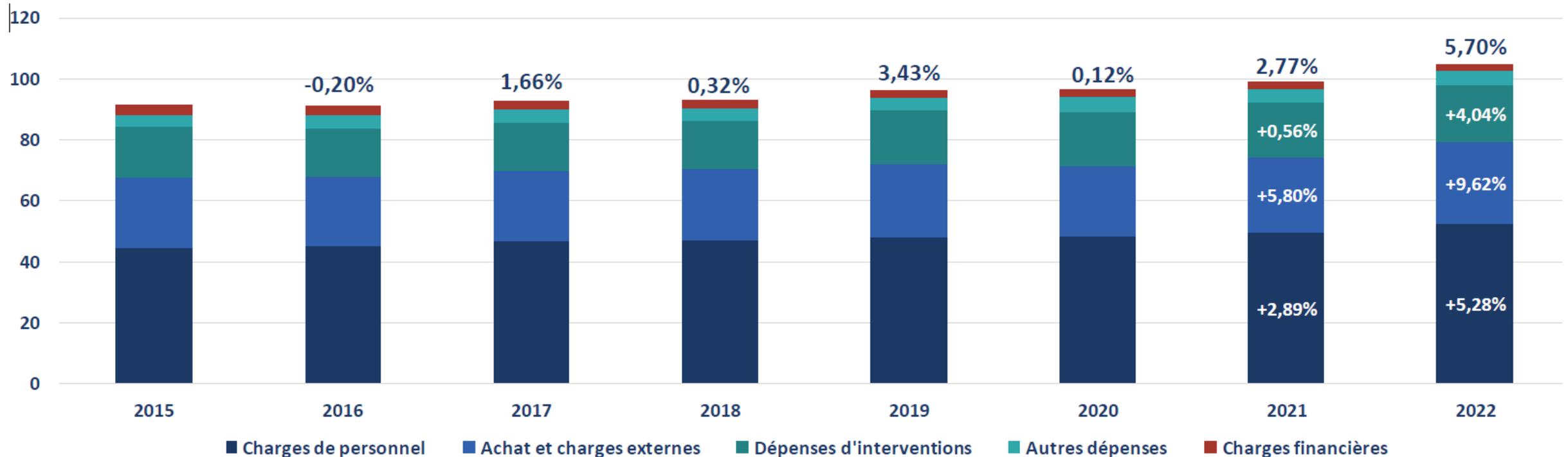
2. LES MESURES POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES

- Le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) est augmenté de 213 683 813 euros par rapport à 2023 (à périmètre courant).
- Les dotations de péréquation (qui vont aux collectivités les plus défavorisées) sont abondées de 220 millions d'euros.
- La hausse de 190 millions d'euros de la DGF des communes doit permettre à 60% de communes de la voir augmenter en 2024.
- Le tiers de la hausse de la dotation d'intercommunalité en 2024 est financé par 30 millions d'euros.
- Une compensation par l'État (24,7 millions d'euros en 2024) est mise en place au profit des communes et intercommunalités à fiscalité propre qui percevaient jusqu'à présent la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) et, qui, dans le cadre de la réforme du périmètre des zones tendues, perdront cette ressource.

3. LES FINANCES DU BLOC COMMUNAL AU NIVEAU NATIONAL

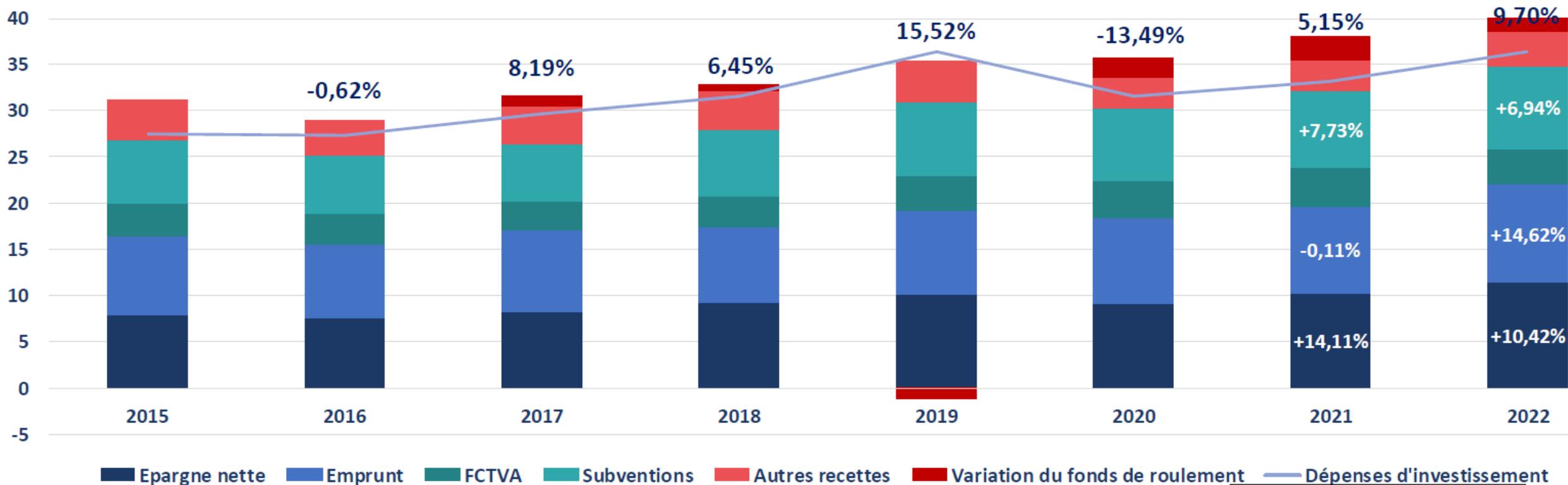
Rapport de l'Observatoire des finances et de la gestion publique Locales 2023

**UNE FORTE HAUSSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
LIÉE AUX CHAPITRES 011 et 012**



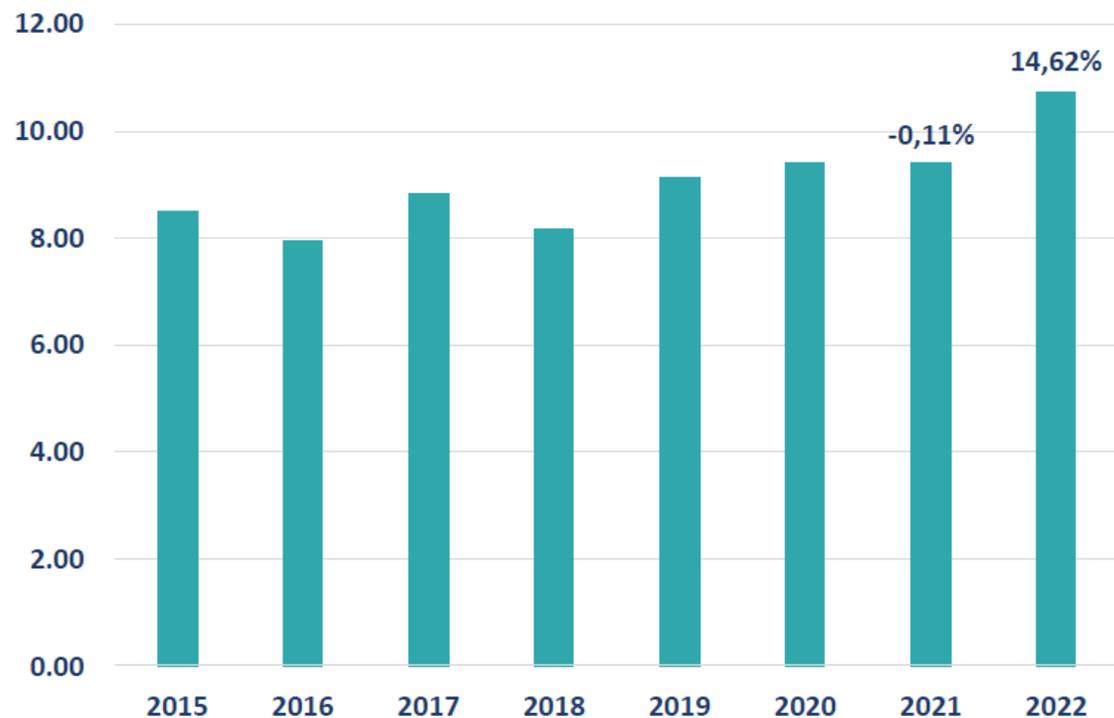
Bloc communal : composition et évolution des dépenses de fonctionnement (en Mds €)

EVOLUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT ET LEURS SOURCES DE FINANCEMENT (en Mds €)

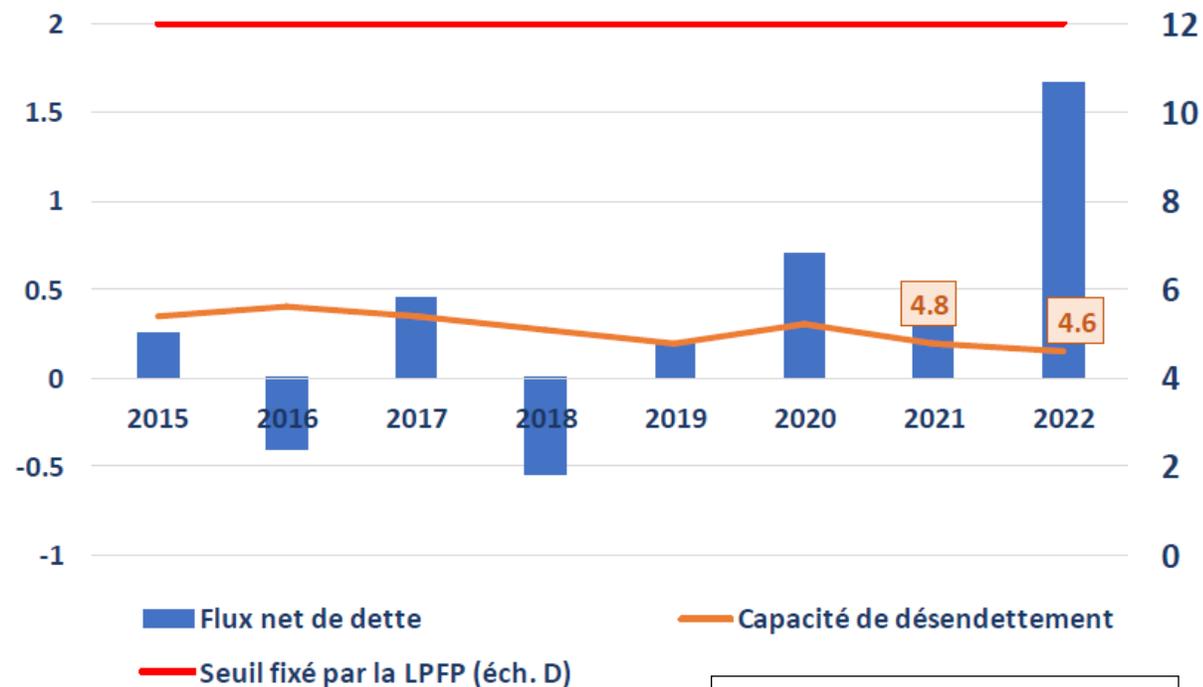


UNE HAUSSE DANS LE RECOURS A L'EMPRUNT ET AMELIORATION LEGERE DU RATIO DE DESENDETTEMENT

Bloc communal : recours à l'emprunt (en Mds €)



Bloc communal : flux net de dette (en Mds €) et ratio de désendettement (en années, échelle de droite)



4. LES MESURES DU Projet Loi Finances 2024



RETOUR SUR LA RÉFORME DES INDICATEURS FINANCIERS (LF 2022) QUELLES MODIFICATIONS?

Intégration de nouvelles ressources dans le calcul du potentiel fiscal

PERIMETRE AVANT 2022

Produit théorique TFB TFNB TH (bases communales x taux moyen national)+ Taxe additionnelle à la TFNB

Redevance des mines, prélèvement sur le produit des jeux, surtaxe sur les eaux minérales, DCRTP, FNGIR + attribution de compensation perçue (communes en FPU)

Impôts économiques (CFE, CVAE, IFER, TASCOM) au prorata de la pop. de la commune au sein de l'EPCI

TH de l'EPCI répartie au prorata de la pop. de la commune

PERIMETRE DEPUIS 2022

Fraction de la TVA n-1 perçue par l'EPCI répartie au prorata de la pop. de la commune

**Produit DMTO (moyenne des 3 dernières années)
TLPE- Taxe sur les pylônes- Majoration de THRS
Taxe additionnelle à la taxe sur installations nucléaires**



RETOUR SUR LA RÉFORME DES INDICATEURS FINANCIERS (LF 2022)

QUELLES MODIFICATIONS?

Modification du périmètre de calcul de l'effort fiscal

PERIMETRE AVANT 2022

PERIMETRE DEPUIS 2022

Produit de TFB + TFNB + THRS perçu par la commune

Produit de la taxe additionnelle au foncier non bâti

Produit THRS + TFB + TFNB perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune

Produit de TEOM / REOM perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune

5. L'ÉVOLUTION DES DOTATIONS EN 2024



DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES : UN ÉCRÊTEMENT 2024 ENCORE PRIS EN CHARGE PAR L'ÉTAT

Evolution de la dotation forfaitaire jusqu'en 2022

Dotation forfaitaire N-1

+ / -

Variation de la population DGF N / N-1

-

Ecrêtement si potentiel fiscal > 85% du
potentiel fiscal moyen

Evolution de la dotation forfaitaire depuis 2023

Dotation forfaitaire N-1

+ / -

Variation de la population DGF N / N-1

Fixation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) à 27,1 milliards d'euros en 2024.

La hausse de 222,5 millions d'euros par rapport à 2023, est destinée principalement au financement de la croissance des dotations de péréquation.

Avec cette enveloppe supplémentaire, plus de 60 % des communes doivent voir leur DGF "augmenter" en 2024.

En 2023, la Dotation Globale de Fonctionnement de la commune de Saint Paul Trois Châteaux s'est élevée à 1 056 €.



CVAE

UNE SUPPRESSION EN DEUX TEMPS

Calendrier de mise en œuvre de la mesure

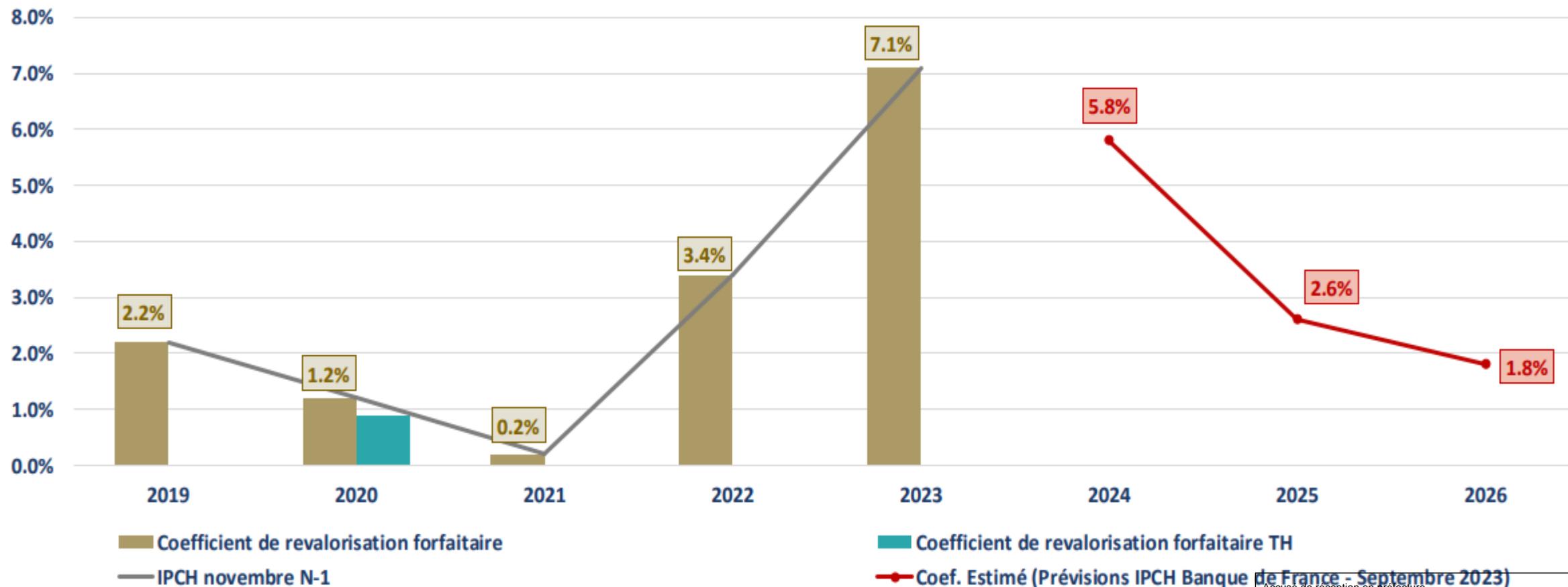
	2023	2024 à 2027
ENTREPRISES	Taux CVAE réduit de moitié	Suppression progressive de la CVAE
COLLECTIVITE	Dès 2023, perte de la CVAE et compensations des exonérations de CVAE	

A NOTER

- **Des fonds de péréquation (FPIC et FSRIF) qui restent stables**
Pour la commune de Saint-Paul-Trois-Châteaux la contribution au FPIC s'élève à 993 314 € en 2023 (- 8% par rapport à 2022).
- **Un coefficient de revalorisation forfaitaire des bases de fiscalité qui devrait dépasser les 5% et une fraction de TVA qui restera dynamique.**

COEFFICIENT DE REVALORISATION FORFAITAIRE DES BASES DE FISCALITE

Evolution du coefficient de revalorisation des bases fiscales



■ Coefficient de revalorisation forfaitaire

— IPCH novembre N-1

■ Coefficient de revalorisation forfaitaire TH

—● Coef. Estimé (Prévisions IPCH Banque de France - Septembre 2023)

Accuse de réception en préfecture
026-212603245-20231127-CM271123D12-DE
Date de télétransmission : 30/11/2023
Date de réception préfecture : 30/11/2023



UN EFFORT TOUJOURS IMPORTANT EN FAVEUR DE L'INVESTISSEMENT

Renforcement du soutien des investissements en faveur de la transition écologique

▲ Pérennisation et augmentation du fonds vert

	Rappel de l'enveloppe 2023	Enveloppe 2024	Eligibilité	Objet
Fonds vert	1,5Mds€	2,5Mds€	Communes et EPCI à fiscalité propre en métropole ainsi que les PETR	En priorité la rénovation des écoles Toutes actions renforçant la performance environnementale (rénovation des bâtiments publics), l'adaptation (prévention des inondations, recul du trait de côté) ou encore l'amélioration du cadre de vie (recyclage des friches).

Les grandes masses financières

Les masses budgétaires

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recettes de fonctionnement	24 579 121	27 071 420	26 594 669	26 051 135	26 478 831	26 707 630	26 991 102
Dépenses de fonctionnement	20 756 488	21 035 524	22 095 034	23 548 071	24 182 929	24 343 544	24 506 445
<i>dont intérêts de la dette</i>	34 566	46 149	85 680	90 869	83 349	75 604	67 627
Recettes d'investissement	3 345 624	10 401 756	2 887 757	1 505 384	2 159 760	3 216 209	1 845 781
<i>dont emprunts souscrits</i>	0	9 000 000	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	6 034 451	10 979 382	5 107 341	8 284 034	12 951 966	8 281 558	3 540 043
<i>dont capital de la dette</i>	77 847	81 506	397 825	509 800	517 321	525 066	533 043
<i>dont P.P.I</i>	5 797 670	10 829 422	4 707 695	7 724 234	12 384 645	7 706 492	2 957 000

Soldes financiers

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Epargne de gestion	3 629 975	5 605 307	4 373 027	2 493 933	2 279 251	2 339 690	2 452 284
Epargne brute	3 595 409	5 559 157	4 287 347	2 403 064	2 195 902	2 264 086	2 384 657
Epargne nette	3 517 562	5 477 652	3 889 522	1 893 264	1 678 581	1 739 020	1 851 614

Fonds de roulement et résultats prévisionnel

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Fonds de roulement en début d'exercice	9 243 582	10 377 388	15 839 307	18 119 358	13 843 771	5 347 467	2 646 203
Résultat de l'exercice	1 133 806	5 458 270	2 280 051	-4 275 587	-8 496 304	-2 701 263	790 396
Fonds de roulement en fin d'exercice	10 377 388	15 835 659	18 119 358	13 843 771	5 347 467	2 646 203	3 436 599

Endettement

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Encours au 31 décembre	657 594	9 576 088	9 073 595	8 563 795	8 046 474	7 521 407	6 988 364
Ratio de désendettement	0,2 ans	1,7 ans	2,1 ans	3,6 ans	3,7 ans	3,3 ans	2,9 ans
Emprunt	0	9 000 000	0	0	0	0	0

Les grands équilibres financiers

Définition des Epargnes :

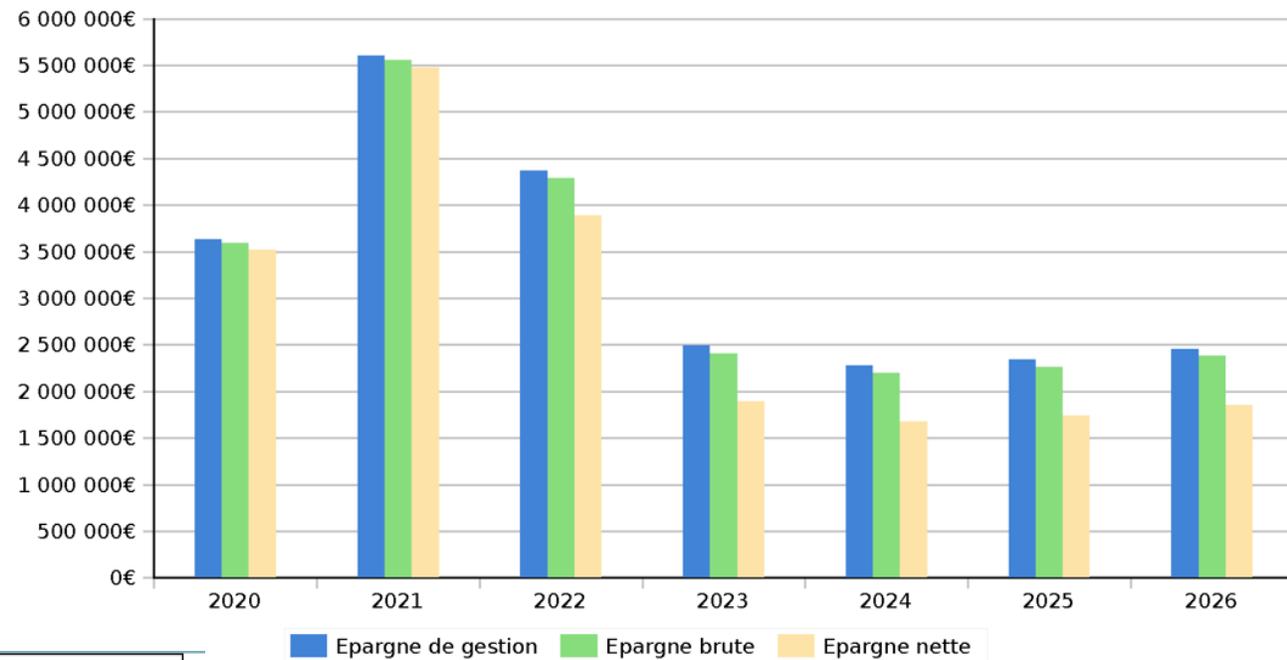
Epargne de gestion : différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette

Epargne brute : différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

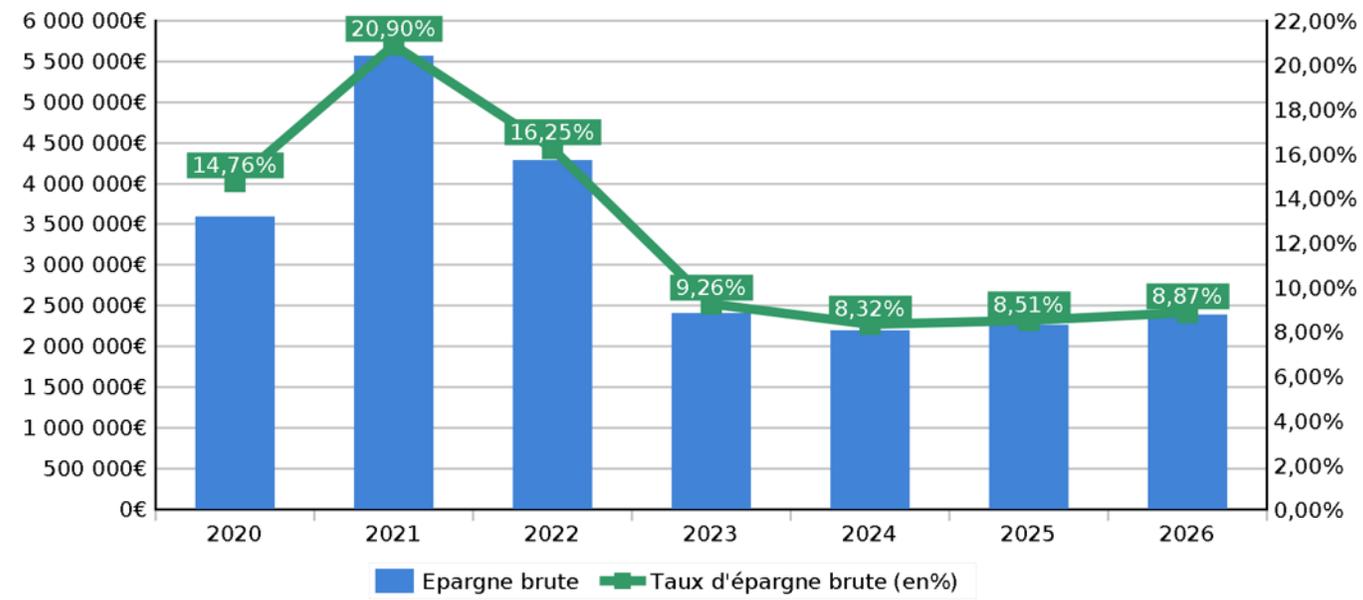
Epargne nette : épargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recettes de fonctionnement	24 579 121	27 071 420	26 594 669	26 051 135	26 478 831	26 707 630	26 991 102
Epargne de gestion	3 629 975	5 605 307	4 373 027	2 493 933	2 279 251	2 339 690	2 452 284
Epargne brute	3 595 409	5 559 157	4 287 347	2 403 064	2 195 902	2 264 086	2 384 657
<i>Taux d'épargne brute (en %)</i>	14,76 %	20,9 %	16,25 %	9,26 %	8,32 %	8,51 %	8,87 %
Epargne nette	3 517 562	5 477 652	3 889 522	1 893 264	1 678 581	1 739 020	1 851 614

Epargnes



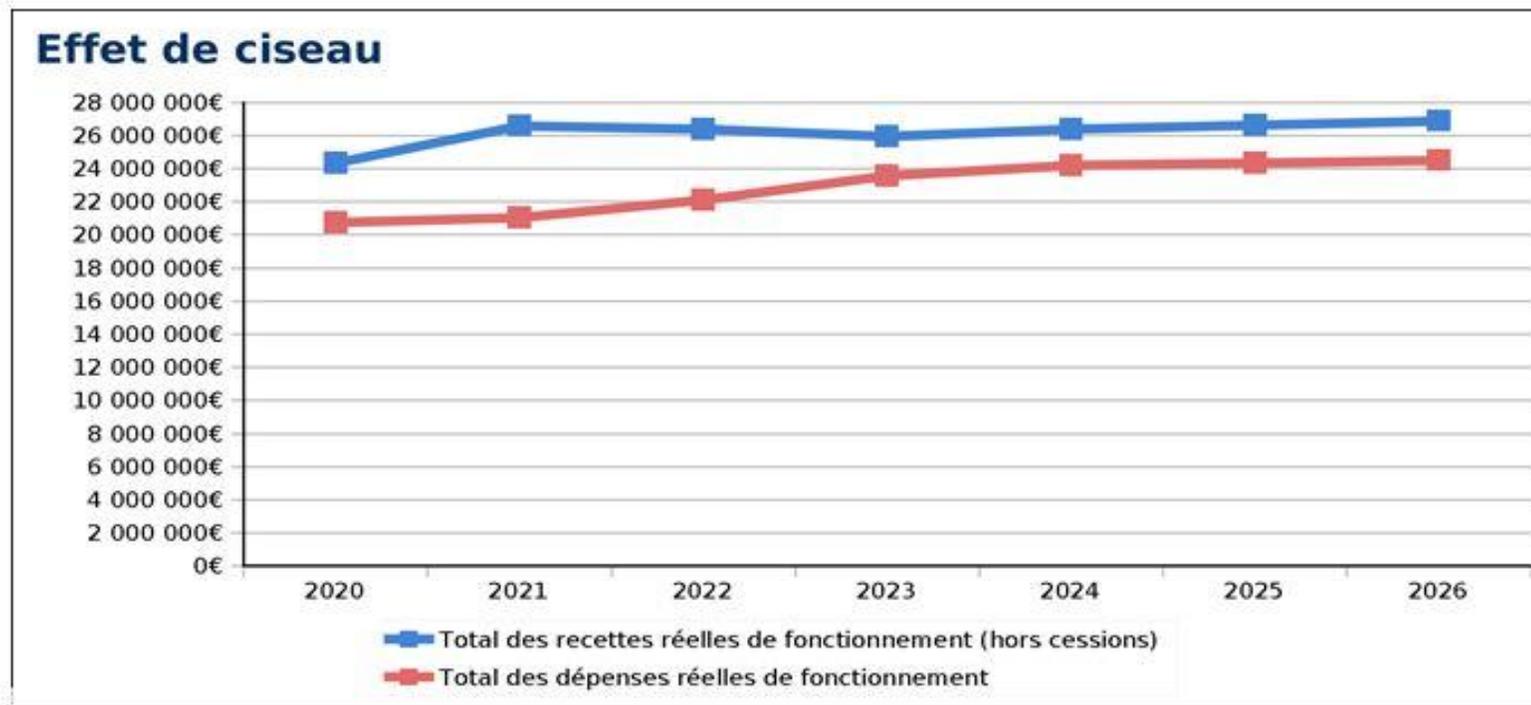
Epargne brute



Effet de ciseau :

L'effet de ciseau correspond à l'écart entre les recettes d'exploitation hors cession (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.

La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.



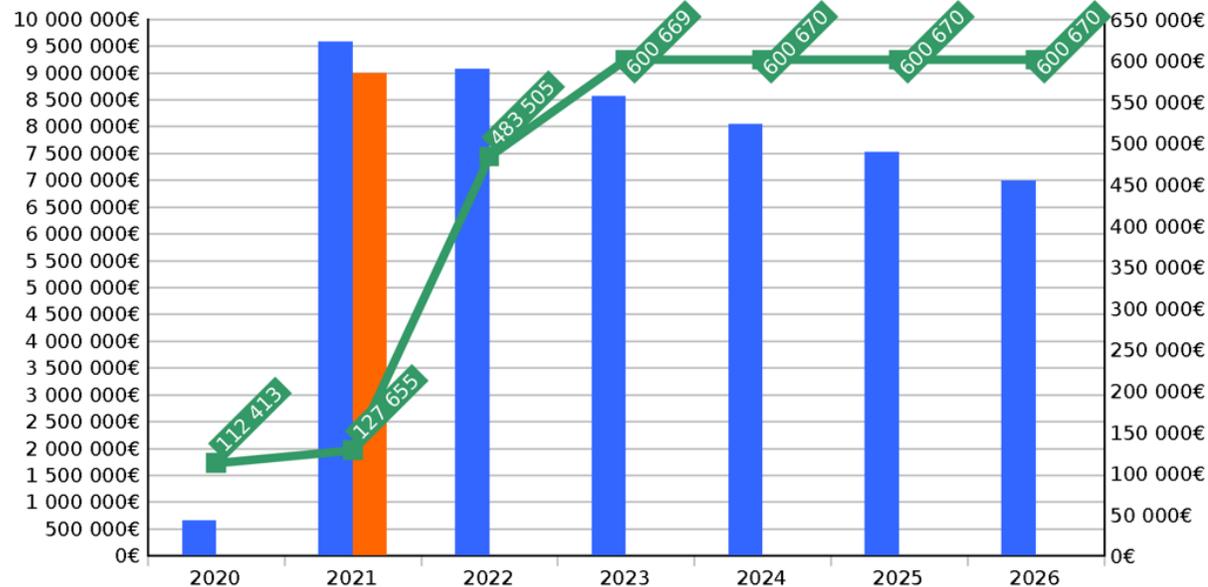
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	24 351 897	26 594 681	26 382 381	25 951 135	26 378 831	26 607 630	26 891 102
<i>Evolution n-1</i>	4,88 %	9,21 %	-0,8 %	-1,63 %	1,65 %	0,87 %	1,07 %
Dépenses de fonctionnement	20 756 488	21 035 524	22 095 034	23 548 071	24 182 929	24 343 544	24 506 445
<i>Evolution n-1</i>	-3,5 %	1,34 %	5,04 %	6,58 %	2,7 %	0,66 %	0,67 %

LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

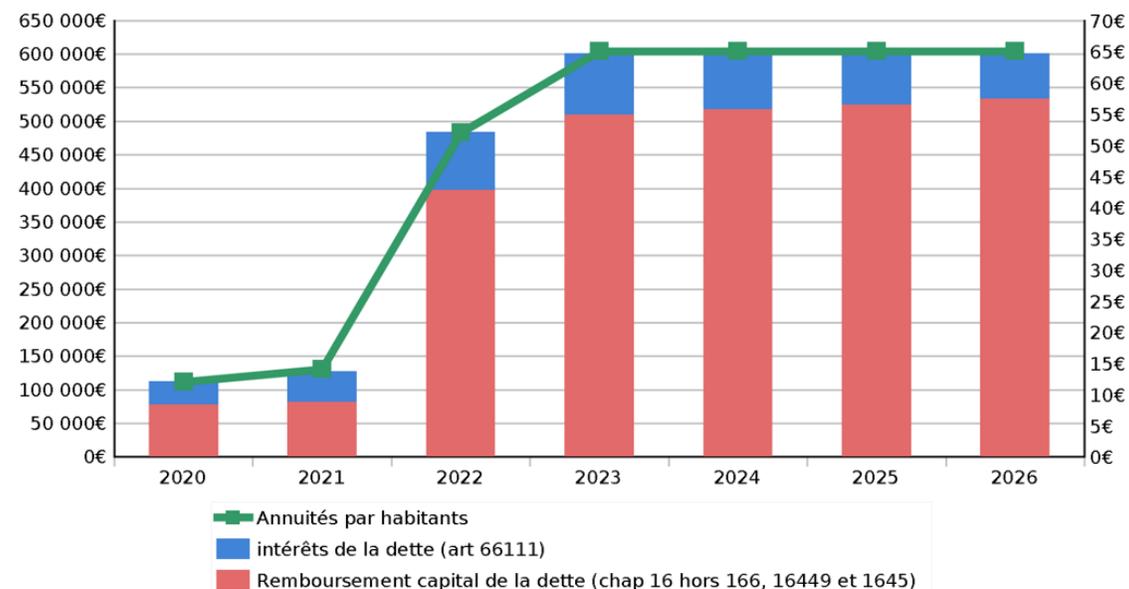
Encours de la dette et emprunts nouveaux

	Encours de dette au 31/12	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2020	657 594	-10,59 %	0
2021	9 576 088	1 356,23 %	9 000 000
2022	9 073 595	-5,25 %	0
2023	8 563 795	-5,62 %	0
2024	8 046 474	-6,04 %	0
2025	7 521 407	-6,53 %	0
2026	6 988 364	-7,09 %	0

Encours de dette



Remboursement



3 lignes de prêt et un crédit bail sur le budget principal de la commune :

Banque	Année	Durée	Objet	Montant emprunté	Taux	Intérêts 2024	Capital 20 24	Annuité totale	CRD au 31/12/2024
DEXIA	2007	20 ANS	Aménagement Tour de ville historique	750 000 €	4,7 %	9 432,99 €	46 773,40 €	56 206,39 €	153 928,42 €
DEXIA	2007	20 ANS	Réhabilitation espace pédagogique du Pialon	750 000 €	4,7 %	9 432,99 €	46 773,40 €	56 206,39 €	153 928,42 €
LA BANQUE POSTALE	2021	20 ANS	Centre aquatique	9 000 000 €	0,79 %	64 066,32 €	422 862,76 €	486 929,08 €	7 845 110,50 €

Crédit bail de la Gendarmerie :

Banque	Année	Durée	Montant emprunté	Intérêts remboursés 2024	Capital remboursé 2024	Annuité totale	CRD au 31/12/2024
AUXIFIP	2008	30 ANS	9 341 498 €	390 263,83 €	332 992,17	723 256	6 847 665,30

Depuis 2008 nous avons payé 10 320 276 € dont 7 785 102€ d'intérêt.

Les recettes des loyers sont de 8 631 592 € depuis 2008 soit un déficit 1 688 684 € au 31/12/2023

Budgets annexes :

▪ Budget Assainissement – Construction station épuration :

Banque	Année	Durée	Montant emprunté	Taux	Intérêts 2024	Capital 2024	Annuité totale	CRD au 31/12/2024
CREDIT AGRICOLE	2005	30 ANS	3 000 000 €	3,9 %	43 116,67 €	100 000 €	143 116,67 €	1 025 000 €

▪ Budget Maison de Santé – Construction maison de santé :

Banque	Année	Durée	Montant emprunté	Taux	Intérêts 2024	Capital 2024	Annuité totale	CRD au 31/12/2024
CAISSE D'EPARGNE	2018	20 ANS	900 000 €	1,14 %	7 321,34 €	43 024,66 €	50 346,00 €	618 875,41 €

▪ Budget Eau – Interconnexion RAO :

Banque	Année	Durée	Montant emprunté	Taux	Intérêts 2024	Capital 2024	Annuité totale	CRD au 31/12/2024
BANQUE POSTALE	2023	20 ANS	1 000 000 €	3,93 %	31 390,87 €	37 500 €	68 890,87 €	962 500 €

7. LA FISCALITE DIRECTE

La commune va continuer à mener une politique fiscale constante, avec des taux gelés depuis **2008**.

Pour rappel les taux sont les suivants :

Taxe sur le Foncier Bâti (TFB) : 28,28 % (incluant la part département de 15,51%)

Taxe sur le Foncier Non Bâti (TFNB) : 39,50 %

Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) : 22,04 %

L'EVOLUTION DES BASES

Années	Base cotisation foncière	Base taxe d'habitation puis THRS	Base taxe foncière (bâtie)	Base taxe foncière (non bâtie)
2020	27 351 563	13 348 776	29 782 760	110 439
2021	16 358 543	678 739	21 770 751	114 047
2022	17 344 343	732 113	21 981 241	119 603
2023	17 212 000	784 093	23 729 000	126 700
2024	17 642 300	815 457	24 322 225	126 700
2025	17 906 935	831 766	24 808 670	126 700
2026	18 175 539	848 401	25 304 843	126 700

Bases

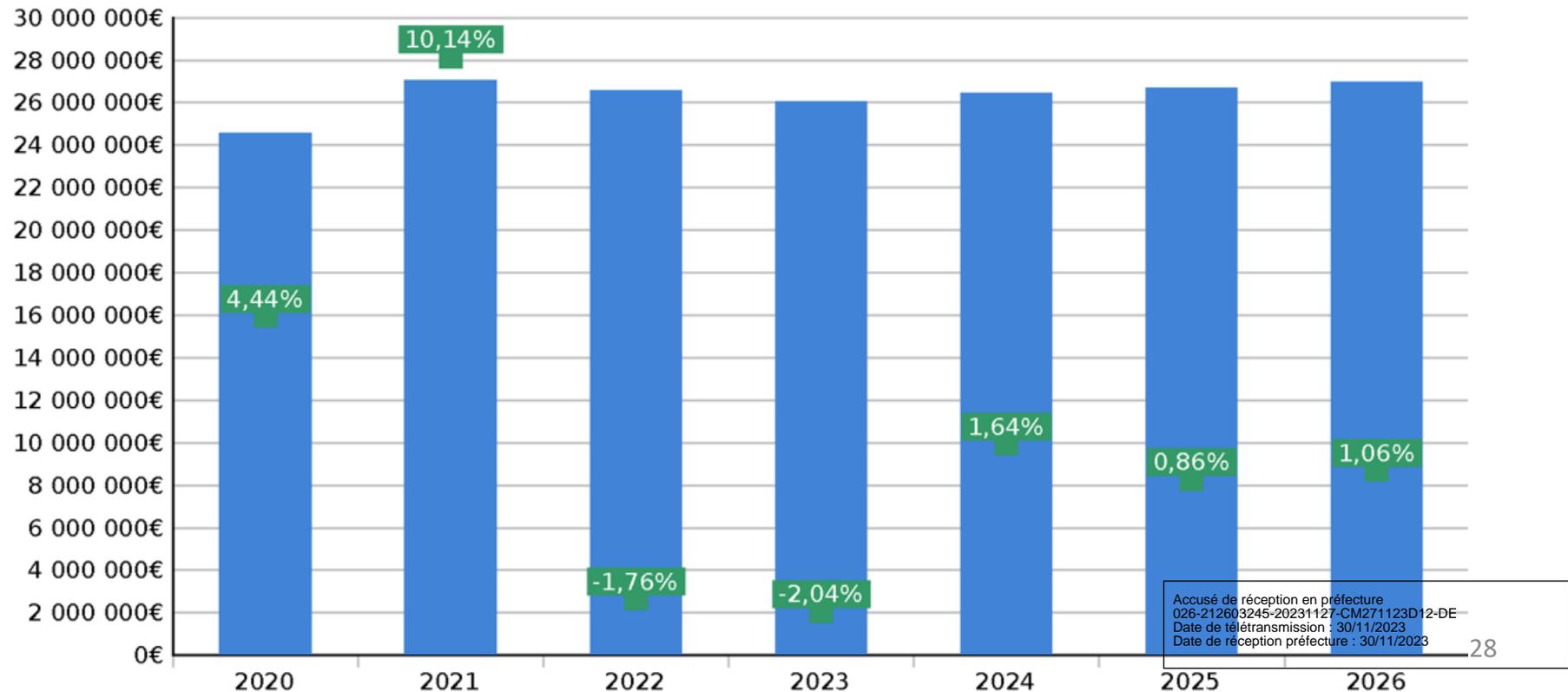


- Base cotisation foncière (CFE)
- Base nette imposable taxe professionnelle
- Base nette imposable taxe foncière sur le non bâti
- Base nette imposable taxe foncière sur le bâti
- Base nette imposable taxe d'habitation puis sur les résidences secondaires

8. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement

Années	Recettes de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2020	24 579 121	4,44 %	2 605
2021	27 071 420	10,14 %	2 882
2022	26 594 669	-1,76 %	2 865
2023	26 051 135	-2,04 %	2 840
2024	26 478 831	1,64 %	2 887
2025	26 707 630	0,86 %	2 912
2026	26 991 102	1,06 %	2 943



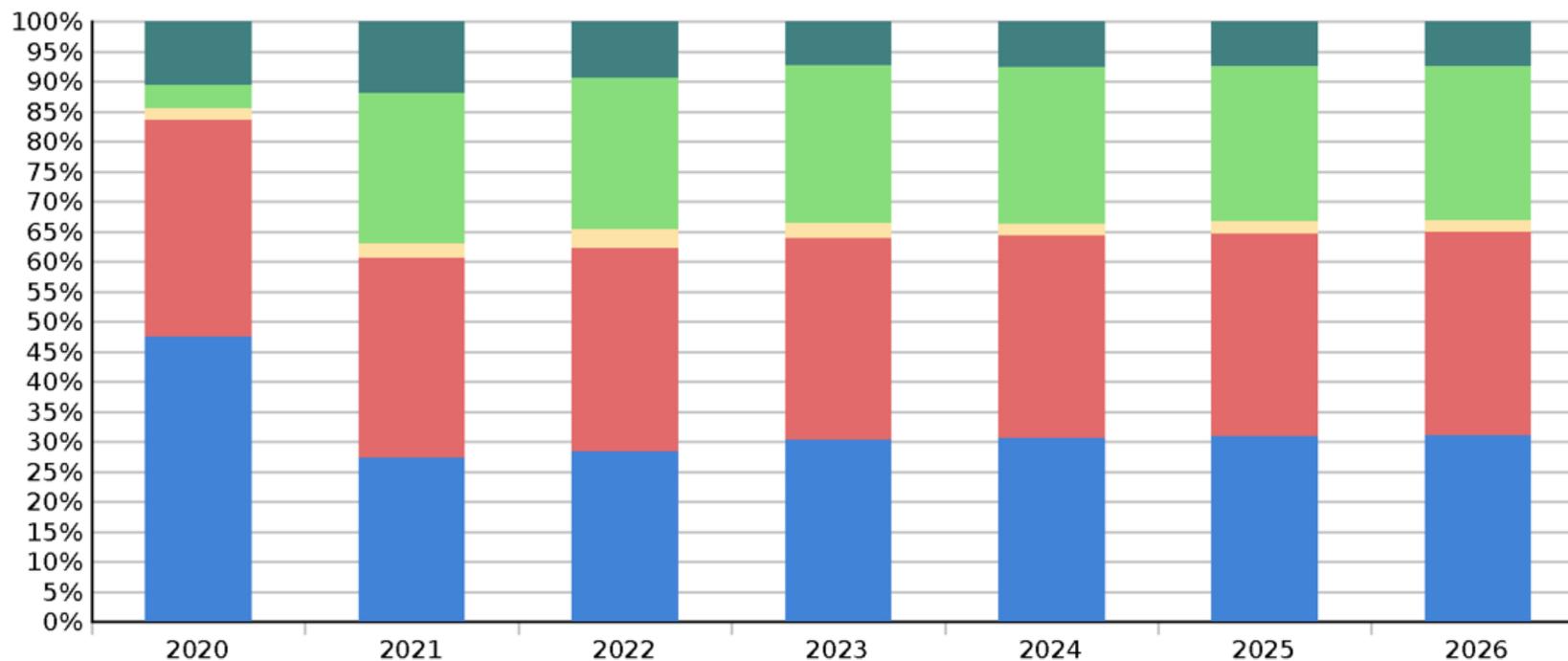
LES PRINCIPALES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

- **Produits de la fiscalité directe** : taxes d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, la cotisation des entreprises
- **Produits de la fiscalité reversée** : CVAE, produit TASCOM et produit IFE
- **Produits de la fiscalité indirecte** : taxe sur l'électricité, droits de mutation, attribution de compensation, taxe d'enlèvement des ordures ménagères
- **Dotations** : DGF, DCRTP, compensations d'Etat sur les exonérations fiscales, autres dotations
- **Autres recettes** : produits de services, cessions d'immobilisations, produits financiers, atténuations de charges, recettes exceptionnelles, produits induits des investissements

REPARTITION

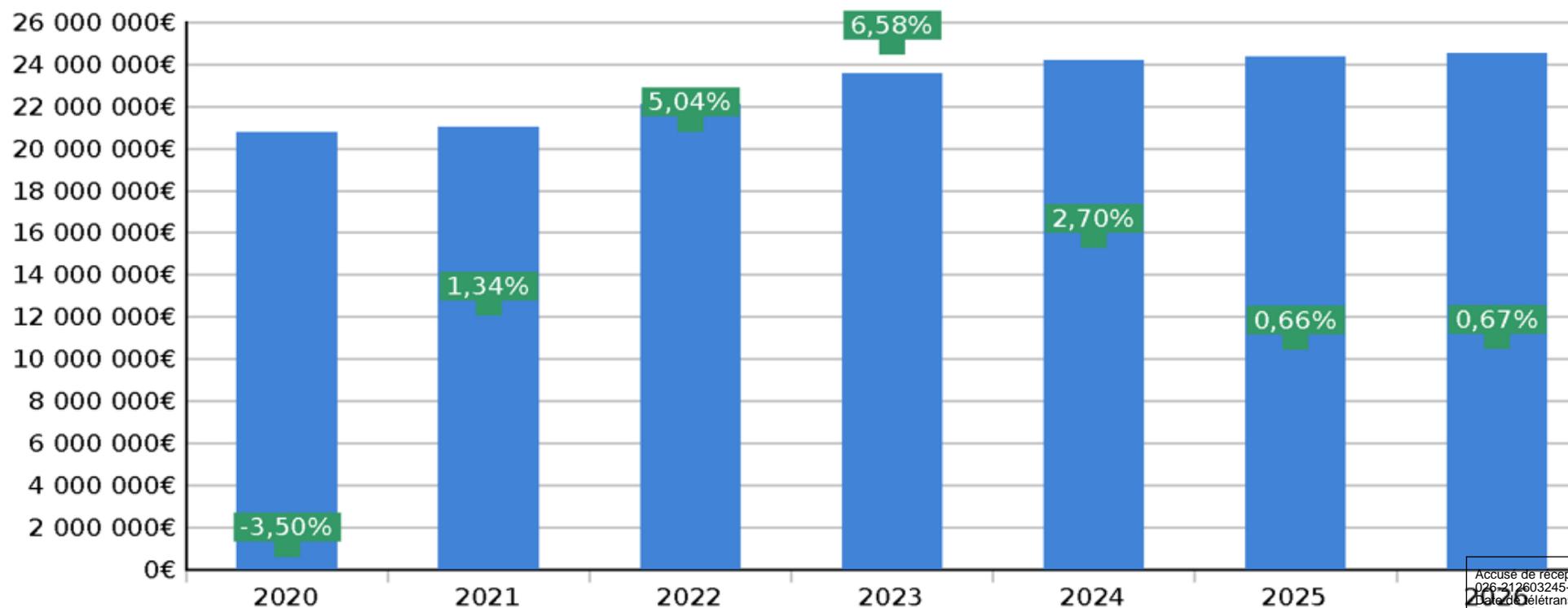


	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Autres recettes	2 586 439	3 210 148	2 503 733	1 911 600	1 996 600	1 996 600	1 996 600
Dotations	980 660	6 814 714	6 711 865	6 834 726	6 911 804	6 894 301	6 927 223
Fiscalité indirecte	470 111	633 968	822 149	643 755	545 225	546 717	548 231
Fiscalité transférée	8 875 339	8 991 108	8 997 565	8 770 301	8 923 367	9 017 502	9 113 049
Produit des taxes directes	11 666 572	7 421 482	7 559 356	7 890 753	8 101 836	8 252 511	8 405 998



Les dépenses de fonctionnement

Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2020	20 756 488	-3,5 %	2 200
2021	21 035 524	1,34 %	2 239
2022	22 095 034	5,04 %	2 380
2023	23 548 071	6,58 %	2 567
2024	24 182 929	2,7 %	2 637
2025	24 343 544	0,66 %	2 654
2026	24 506 445	0,67 %	2 672

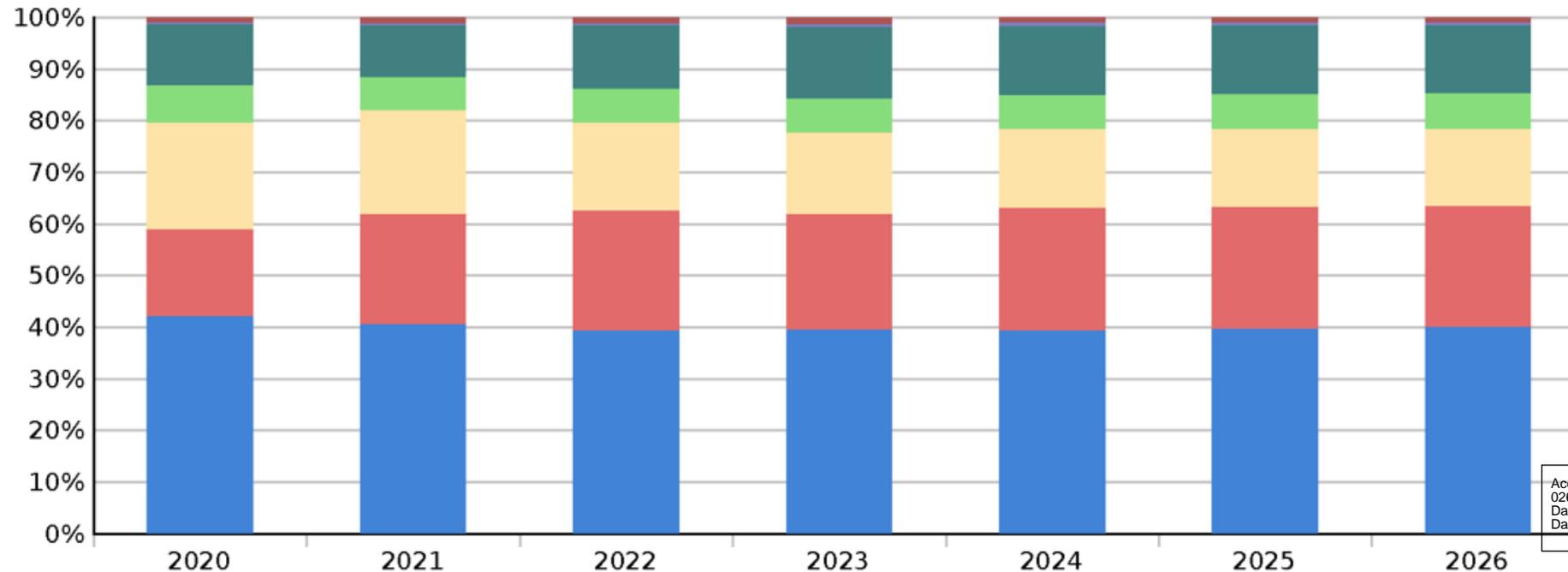


■ Total des dépenses réelles de fonctionnement ■ Evolution

LES PRINCIPALES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

- **Les charges de personnel**
- **Les charges à caractère général**
- **Les atténuations de produits**
- **Les contingents et participations obligatoires**
- **Les subventions**
- **Les intérêts de la dette**
- **Les autres dépenses**

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Autres dépenses	215 458	267 168	256 186	317 500	257 070	258 656	260 257
Intérêts de la dette (art 66111 et 66112)	62 811	70 894	85 680	143 869	136 349	128 604	120 627
Subventions versées (art 657)	2 437 926	2 085 104	2 710 804	3 239 931	3 243 452	3 243 452	3 243 452
Contingents et participations obligataires (art 655)	1 541 602	1 354 654	1 472 680	1 570 000	1 618 287	1 642 561	1 667 200
Altération de produit (chap 014)	4 257 621	4 248 585	3 759 519	3 726 771	3 672 771	3 672 771	3 672 771
Charges à caractère général (chap 011)	3 516 194	4 482 400	5 131 786	5 250 000	5 755 000	5 755 000	5 755 000
Charges de personnel et frais assimilé (chap 012)	8 724 876	8 526 719	8 678 379	9 300 000	9 500 000	9 642 500	9 787 138



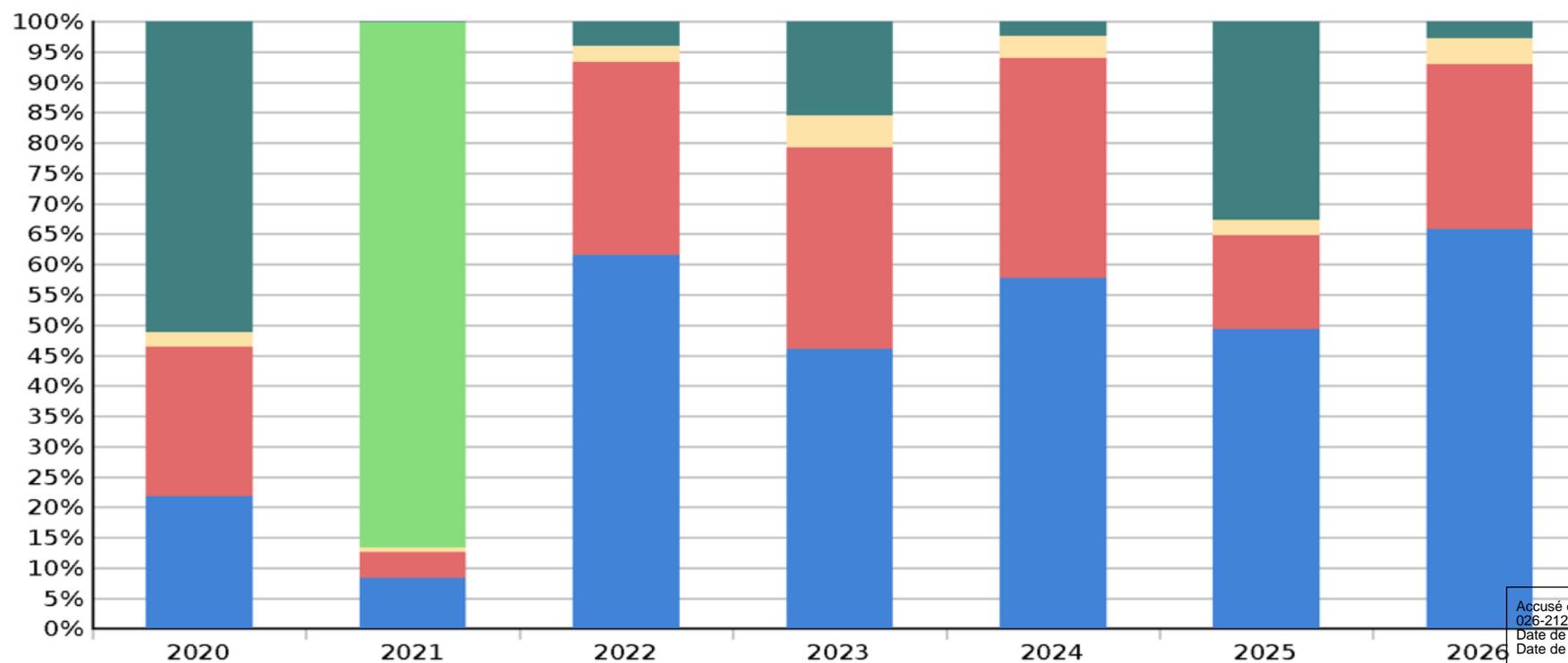
9. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

LES PRINCIPALES RECETTES D'INVESTISSEMENT

- Le FCTVA
- Les subventions perçues
- La taxe d'urbanisme
- Les emprunts
- Les recettes diverses

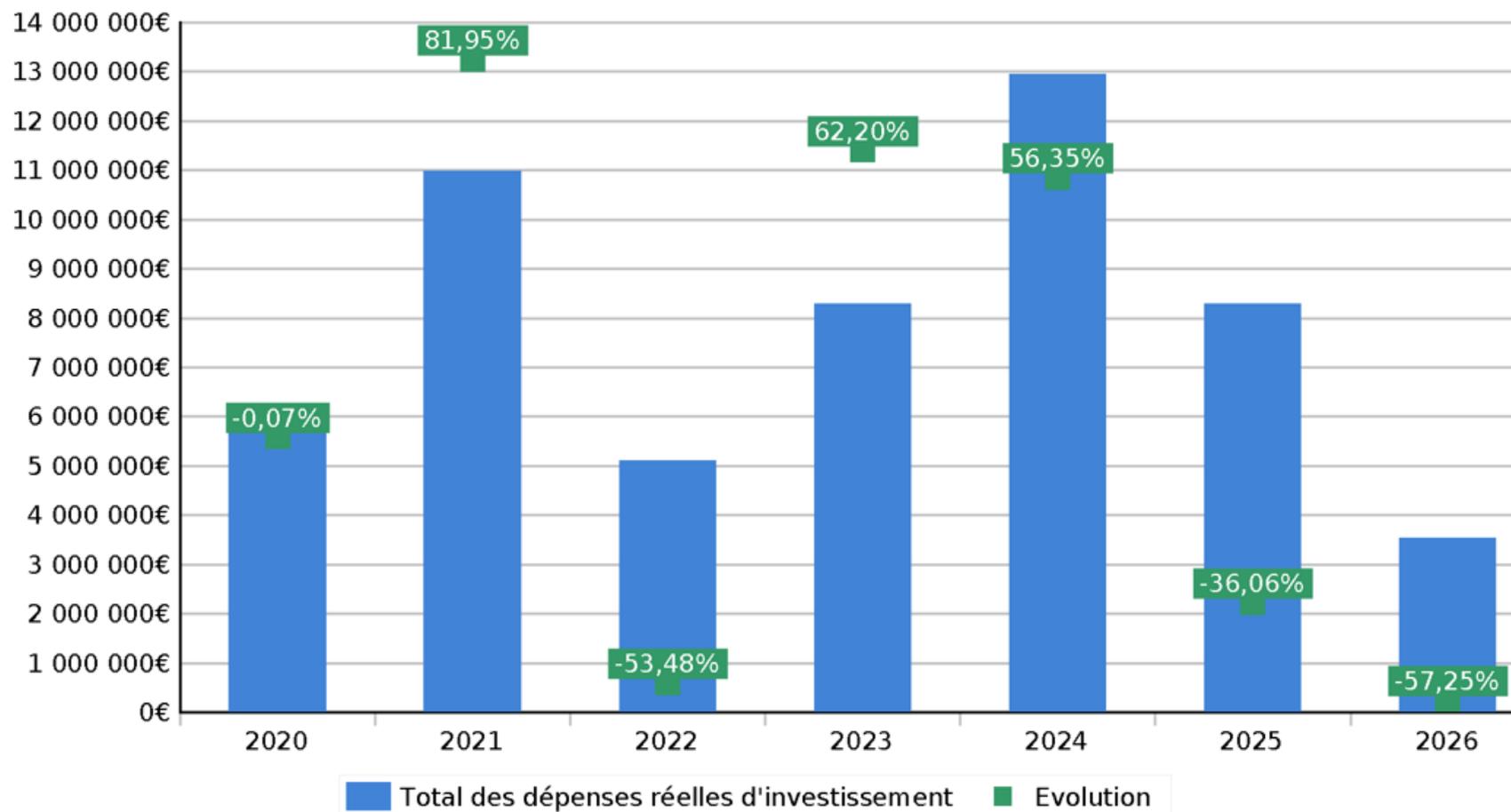
2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1 712 051	4 474	114 064	232 192	50 000	1 050 000	50 000
0	9 000 000	0	0	0	0	0
79 642	84 833	79 532	80 000	80 000	80 000	80 000
826 454	444 224	916 477	500 000	781 672	500 000	500 000
727 478	868 224	1 777 683	693 192	1 248 088	1 586 209	1 215 781

- Autres recettes
- Emprunts (art 16 hors 166, 16449 et 1645)
- Taxe d'urbanisme (art 110223 à 10226)
- Subventions perçues liées au PPI (chap 13)
- FCTVA (art 10222)



Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	En euros par habitant
2020	6 034 451	-0,07 %	640
2021	10 979 382	81,95 %	1 169
2022	5 107 341	-53,48 %	550
2023	8 284 034	62,2 %	903
2024	12 951 966	56,35 %	1 412
2025	8 281 558	-36,06 %	903
2026	3 540 043	-57,25 %	386



10. LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Libellé	2023	2024	2025	2026
75018 - ACCES SDIS			195 000	
9011 - ACCESSIBILITE	92 000	50 000	50 000	50 000
15009 - AGRANDISSEMENT MUSEE	100 000	1 085 000	913 000	
55023 - DEMOLITION SP2003 ET AMENAGEMENT PARC URBAIN	40 000	0	120 000	700 000
9005 - GENDARMERIE		253 000		
35010 - GROUPE SCOLAIRE SERRE-BLANC PIALON	450 000	3 754 000	3 088 492	
55026 - GYMNASSE PIALON	30 000	1 500 000	1 260 000	500 000
9505 - LE COURREAU	5 000	90 000		50 000
PARKING RELAIS	1 900 000			
75062 - PUP ET TA		212 000	500 000	
RD 59 A		480 000	480 000	527 000
15002 - RENOVATION THERMIQUE MAIRIE	250 000	1 245 615		
Subventions d'équipement	115 800	175 000	100 000	100 000

11. CENTRE DE SANTE MUNICIPAL

La collectivité s'est engagée dans une politique volontariste en matière de santé et s'est lancée dans la création d'un Centre de Santé Municipal avec l'ARS.

L'objectif vise bien évidemment à augmenter le nombre de praticiens sur la commune et d'ouvrir ainsi de nouvelles perspectives en matière de prise en charge des patients.

Géré par la collectivité, avec des médecins, un(e) secrétaire médical(e) et un(e) cadre de santé salariés par la Ville, ce CSM est un dispositif qui se veut être complémentaire de la Maison de santé multidisciplinaire Simone-Veil construite en 2019 par la commune.

L'objectif du CSM est d'avoir au minimum deux équivalents temps plein en médecins salariés.

Un dispositif qui apparaît idéal tant pour des jeunes professionnels qui préfèrent commencer par le salariat mais qui pourraient vouloir s'installer ensuite en libéral dans la commune ; mais aussi pour des médecins retraités qui voudraient poursuivre leur activité dans des conditions moins pesantes.

Car en effet, le CSM permet d'accompagner le soignant dans l'exercice de son activité, et répond ainsi à une attente qu'exprime beaucoup de praticiens, en :

- redonnant au médecin du temps médical,
- déchargeant les médecins du temps administratif,
- en intégrant les nouveaux médecins dans un dispositif de santé pluridisciplinaire existant permettant d'éviter d'exercer seul,
- en renforçant les soutiens techniques par l'équipement du cabinet,
- facilitant le regroupement des médecins et la constitution d'équipes de soins sous des formes plus diverses et plus souples,
- facilitant la primo-installation et en garantissant un revenu pendant les premières années, ...

Une fois toutes les étapes administratives franchies et les recrutements finalisés, le CSM pourra ouvrir au public. En parallèle, la commune avance sur la chantier d'extension de la Maison de santé où sera installé à terme le CSM.

ESTIMATION BUDGET – Quelques chiffres clés

CHARGES DE PERSONNEL :	288 000 €
CHARGES COURANTES :	14 000 €
INVESTISSEMENTS :	40 000 €
RECETTES :	ENTRE 220 000 € ET 265 000 €
DOTATIONS :	90 000 €

La procédure de recrutement de la Secrétaire médicale est en cours.

La cadre de Santé prendra ses fonctions au sein du Centre de Santé Municipal le 8 janvier 2024.

12. LES CHARGES DE PERSONNEL

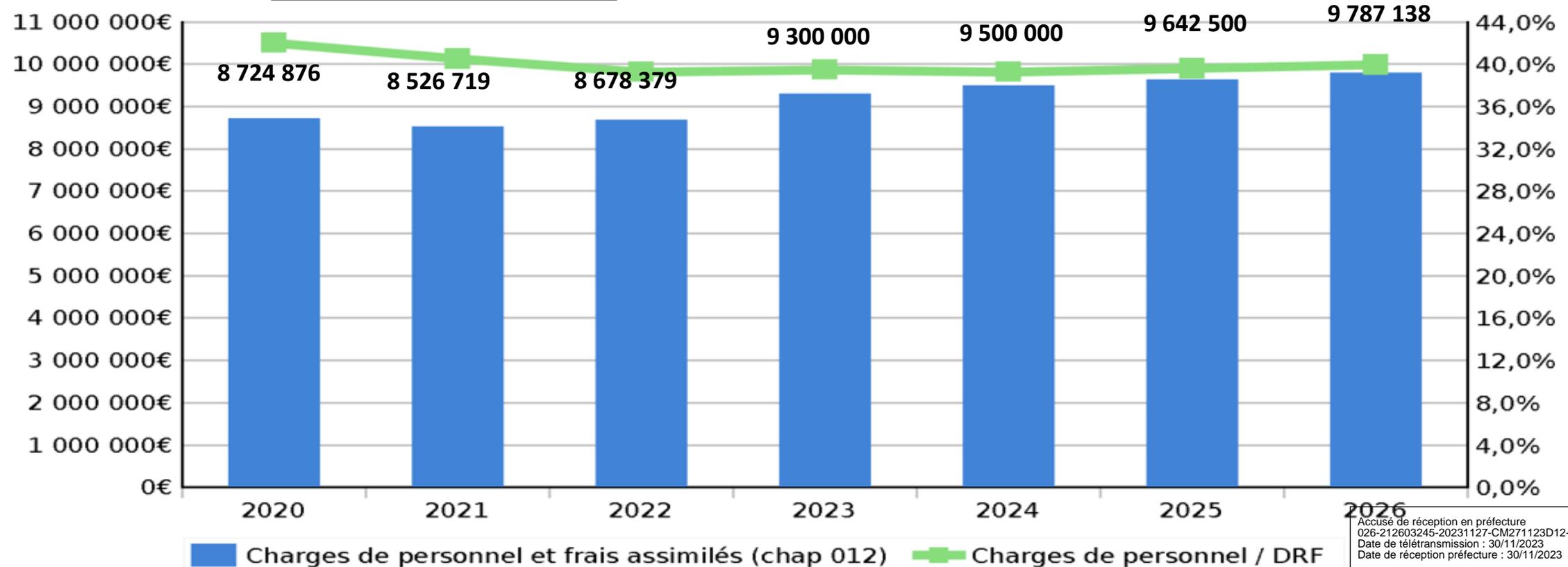
EVOLUTION DES CHARGES DE PERSONNEL

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
8 724 876	8 526 719	8 678 379	9 300 000	9 500 000	9 642 500	9 787 138

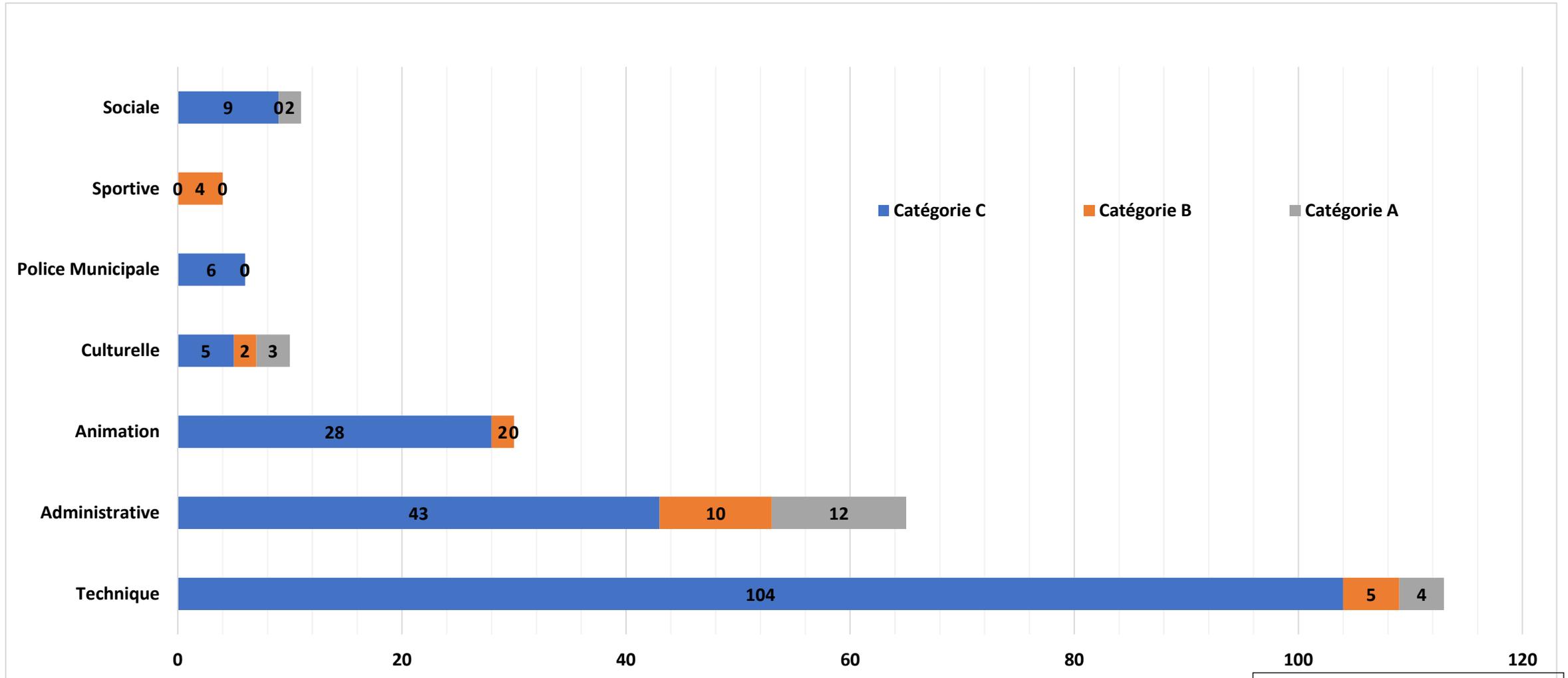
RATIO PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
42,03 %	40,53 %	39,28 %	39,49 %	39,28 %	39,61 %	39,94 %

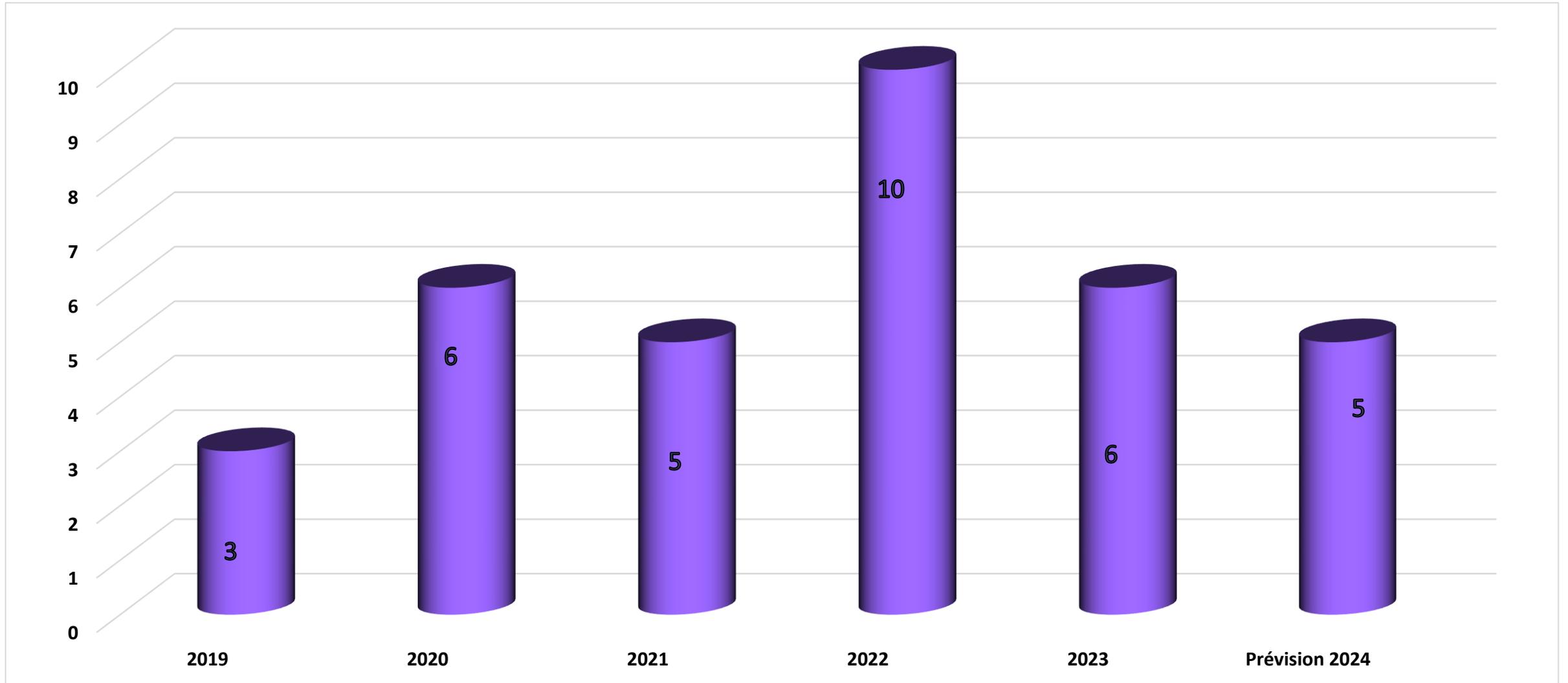
CHARGES DE PERSONNEL



Effectifs par catégorie et filière



Départs en retraite



Pyramide des âges

